



## CONGO-CÔTE D'IVOIRE

# Cinq nouveaux accords signés

L'ouverture de la deuxième édition du forum économique Congo-Côte d'Ivoire a été marquée, hier à Brazzaville, par la signature des accords dans le domaine agricole. Les deux pays entendent renforcer leurs liens économiques dans plusieurs secteurs dont le tourisme, l'industrie, la recherche et la formation technique. L'événement coparrainé par le ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, Jean-Jacques Bouya, et le ministre d'État ivoirien chargé de l'Agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani, a rassemblé principalement les investisseurs des deux pays.

Page 16



La photo de famille des officiels/Adiac

## 38<sup>E</sup> JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

# Deux millions d'essences seront plantées aujourd'hui



L'opération de planting d'arbres va se dérouler ce 6 novembre dans les principales villes du pays, notamment à Brazzaville et à Pointe-Noire. Dans la déclaration du gouvernement relative à la Journée

Des officiels lors d'une cérémonie de planting d'arbres nationale de l'arbre délivrée hier, la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a invité les organisations des jeunes à jouer leur partition.

Page 3

## GESTION DES CORRIDORS ROUTIERS

# Le Congo partage son expérience



L'Union européenne et le gouvernement congolais co-organisent, sous l'égide du ministère de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, un atelier de partage d'expériences sur la gestion pérenne des corridors routiers. En prélude, une délégation d'une soixantaine de personnalités venues de la sous-région d'Afrique centrale effectue ce 6 novembre une visite des

postes de péage de Lifoula, Yié et Kiéni, à environ 200 km de Brazzaville.

## CHAN 2024

# Trois pays vont abriter la compétition

**Éditorial**  
**Plateau technique**

Page 2

La Confédération africaine de football a apporté des innovations dans l'organisation de la huitième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) 2024. Pour la première fois, la compétition se disputera du 1er au 28 février 2025 dans trois pays, notamment le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

Page 15



Le trophée du Chan

## ÉDITORIAL

## Plateau technique

La qualité de l'enseignement technique et professionnel dépend, entre autres, du plateau technique des ateliers dans lesquels les apprenants passent les épreuves pratiques pour une meilleure acquisition des compétences. C'est à ce titre que le Conseil national de ce sous-secteur de l'éducation en a recommandé l'amélioration au seuil de la nouvelle année scolaire.

Cette exhortation intègre l'initiative « École productive » dont la mise en œuvre pourrait être entravée par la vétusté de certaines installations. L'urgence de mener ce processus à son terme est de premier ordre, d'autant plus que les nouvelles structures accueilleront les candidats au baccalauréat au titre de l'année 2024-2025, tenus désormais de présenter une attestation de stage pour passer l'examen.

« Le schéma de développement de l'Enseignement technique et professionnel d'ici à 2030 », thème qui a cristallisé les débats pendant la session du Conseil, prend en compte le renouvellement des équipements pédagogiques qui ne se limite pas qu'aux machines mais s'étend aux manuels qui sont soit en manque, soit déphasés par rapport à leurs contenus.

L'amélioration du plateau technique implique aussi la mise à jour des connaissances du corps enseignant dans le cadre de la formation continue. Une des mesures préconisées par les experts du département ministériel concerné, pourvu que les moyens pour concrétiser cette ambition ne fassent pas défaut.

Les Dépêches de Brazzaville

## ELECTRIFICATION

## La société chinoise Complant impliquée dans le projet « Ignié 2021-2046 »

Le ministre des Zones économiques spéciales (ZES) et de la Diversification économique, Jean-Marc Thystère-Tchicaya, a échangé avec le directeur général adjoint de « Complant », He Haishan, en présence des membres de la société Tinda Energy Congo S.A, le 4 novembre à Brazzaville. Cette rencontre a permis au ministre des ZES de se faire une idée de l'apport de ladite société dans l'exécution du projet.

L'échange entre les deux parties a permis, entre autres, au partenaire d'avoir un aperçu sur l'ensemble des secteurs concernés et l'implication du gouvernement dans l'exécution du projet. Cela a été aussi un moyen pour examiner la mise en œuvre progressive de ce projet d'électrification hybride et extensible via le solaire et la biomasse s'inscrivant dans une vision de respect écologique avec pour objectifs la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la valorisation des déchets ménagers.

« Le président directeur général de Tinda Energy travaille avec un partenaire qui est le groupe chinois Complant. Ce dernier doit trouver les financements nécessaires à l'international. En effet, ils ont l'expertise nécessaire pour pouvoir passer à la première phase, premier volet de ce développement. Il s'agit là de construire dans ce premier volet un parc d'énergie solaire d'une capacité de 55 mégawatts. Cela permettrait justement d'injecter cette énergie au niveau de notre société nationale E2C et de pouvoir, avec le surplus, alimenter en haute tension le parc industriel de Maloukou qui a besoin d'énergie pour des usines qui créent de l'emploi, de la valeur ainsi que pouvoir le vendre à notre pays frère, la République démocratique du Congo », a expliqué le ministre Jean-Marc Thystère-Tchicaya.

Le ministre a rappelé que le gouvernement est en train de développer quatre zones économiques spéciales et dans ce projet, l'apport de la société Tinda Energy est de développer la partie énergétique de celle d'Ignié avec le parc industriel et commercial de Maloukou.



Les deux parties lors des échanges/Adiac

« Vous savez que le gouvernement fait de gros efforts pour mettre de l'énergie haute tension et de qualité au niveau de la zone économique spéciale d'Ignié. Il fait aussi beaucoup d'efforts pour changer le cadre légal, particulièrement sur tout ce qui touche aux exonérations de douanes et des impôts, de façon à avoir donc un cadre hors droit commun permettant d'attirer les investisseurs qui pourraient capter les investissements directs étrangers pour pouvoir justement développer ces zones économiques spéciales et particulièrement celle d'Ignié aujourd'hui », a-t-il poursuivi.

Pour sa part Yannick Jutta, président directeur général de Tinda Energy Congo SA, a clarifié que la coopération avec la société étatique Complant va avoir pour base la construction et l'exploitation dudit projet. Dans sa mise en œuvre, la société Complant sera l'entrepreneur pouvant apporter fourniture et financement, notamment le financement des équipements de tout ce qui est chargé d'exploitation, construction et réalisa-

tion. « Il s'agit là de la matérialisation du partenariat public-privé... En perspective, nous prévoyons de faire le tour des ministères qui accompagnent le projet, notamment les ministères de l'Énergie, du Foncier ainsi que celui du Développement industriel, pour consolider le projet et rassurer les partenaires financiers que le gouvernement soutient et accompagne, en effet, le projet », a-t-il fait savoir.

Créée en 1959, «Complant» est fournisseur de services de solutions globales de classe dans le domaine de la protection écologique et environnementale et adhère au concept de développement vert. Cette société se concentre sur le traitement des déchets solides, les équipements techniques associés et cultive en profondeur les marchés internationaux et nationaux. Aussi, elle propose des services complets de chaîne industrielle depuis l'investissement et le financement, la fabrication d'équipements, la construction et la gestion des opérations, etc.

Gloria Imelda Lossele

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, ,

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE  
Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

38<sup>e</sup> JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

## Deux millions d'essences seront plantées aujourd'hui

L'opération de planting d'arbres va se dérouler, ce 6 novembre, dans les principales artères des villes du pays, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire. Dans un message du gouvernement délivré le 5 novembre, la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a appelé les jeunes à participer « massivement » à l'événement.

La célébration de la Journée nationale de l'arbre de cette année est axée sur la durabilité des villes, avec les enjeux environnementaux. Le thème de l'édition, « Mobilisons-nous : deux millions d'arbres pour des villes vertes et durables », traduit l'engagement des autorités pour la préservation de l'environnement. Le planting d'arbres en milieu urbain contribue, d'après la ministre de l'Économie forestière, à embellir les espaces de vie et à améliorer la qualité de l'air ainsi qu'à lutter contre l'érosion dans les villes et quartiers. « En plantant deux millions d'arbres, nous posons un geste concret qui nous plongera au cœur de la décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du re-



Rosalie Matondo délivrant le message du gouvernement/Adiac

boisement, et qui marquera à jamais notre génération et les générations futures. Pour cette année que le président de la République a dédiée à la jeunesse, les jeunes sont placés au cœur de l'action, de cette initiative qui va s'étendre sur une

**« En plantant deux millions d'arbres, nous posons un geste concret qui nous plongera au cœur de la décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement, et qui marquera à jamais notre génération et les générations futures... »**

décennie », a déclaré Rosalie Matondo, rappelant les différentes actions menées par le gouvernement au niveau local et international à l'instar de la récente Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement.

La décennie de l'afforestation et du reboisement 2025-2035, a indiqué la ministre de l'Économie forestière, exige de chacun des engagements pour l'augmentation des superficies forestières nationales et la restauration des forêts, pour la protection de la forêt et la lutte contre le changement climatique et pour en faire une opportunité, à travers des plantations multi-usages (bois, miel, huiles essentielles).

**Fiacre Kombo**

## CONVENTION CONTRE LA TORTURE

## Un atelier tenu à Brazzaville

L'atelier de réflexion et de partage d'expérience sur le rôle et contribution d'un mécanisme national de prévention de la torture (MNP) dans la mise en œuvre du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants s'est tenu à Brazzaville en République du Congo.

Cet atelier de sensibilisation de l'information sur la ratification de la convention de la lutte contre la torture en République du Congo, validée depuis une année et ratifiée en avril, a connu la participation du gouvernement, de l'UNHCR, du CNDH, du Haut-commissariat des droits de l'homme, société civile, magistrats, avocats... Il a permis d'informer les participants sur comment ce protocole de lutte contre la torture fonctionne dans d'autres pays.

Plusieurs associations y ont pris part, parmi lesquelles l'association Zaba que dirige Credo Gervine Malela. Pour sa directrice, l'atelier s'est très bien passé. « En notre qualité d'organisation non gouvernementale (ONG), donc de la société civile, nous sommes très contentes du travail que le gouvernement a fait par rapport à cette convention. Je crois que ça va être bénéfique pour les Congolais, pour tous ceux qui sont en



Les panelistes/DR

milieu carcéral, puisque parfois les gens oublient les droits que nous avons en tant qu'humains. On arrive parfois à donner des tortures qui sont inhumaines, des maltraitements, des traitements dégradants, voilà pourquoi nous pensons que ce mécanisme va être très bénéfique pour toute la population congolaise et pourquoi pas aussi

pour des agents pénitentiaires, parce qu'eux aussi sont impliqués dedans et ont aussi besoin des informations, des réformes dans leur travail, par exemple la surpopulation dans le milieu carcéral », a-t-elle déclaré.

Credo Gervine Malela a fait savoir qu'en tant que participants, ils ont parlé également de la manière dont

les gens sont pris dans leurs maisons et amenés jusqu'en prison. Ils ont aussi évoqué les gardes à vue, en particulier la façon dont les individus passent la nuit en garde à vue et le traitement qui leur est appliqué. « Je pense que c'est un travail qui va se faire entre la société civile et aussi le gouvernement. Nous devons le réviser ensemble. Ainsi

donc, en tant qu'ONG nous devons travailler ensemble pour monter ce MNP. Nous allons mener des actions de sensibilisation de lutte contre la torture. Ce n'est pas pour faire la guerre à quelqu'un, mais juste pour la réforme, parce qu'en tant qu'humain, il y a certaines choses que nous vivons qui sont anormales. En tant qu'humain, on peut réfléchir et se dire non, même s'il a commis, ce traitement ne lui va pas, parce qu'il est inhumain. Bref, nous sommes très contents du travail qui se fait », a indiqué la directrice de l'association Zaba.

Notons que Credo Gervine Malela a reçu, il y a quelques jours, de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en République du Congo l'attestation de défenseuse des droits de la femme après avoir été formée pendant un mois aux États-Unis, concernant les droits des femmes.

**Bruno Zéphirin Okokana**

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

# Le budget 2025 estimé à plus de 60 milliards FCFA

Le comité de direction de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG), présidé par Louis Bakabadio, a adopté, le 30 octobre à Brazzaville, le budget 2025 à la somme de 61 352 771 348 FCFA, contre 60 990 706 574 FCFA cette année, soit une augmentation de 0,63%.

Le budget arrêté prend en compte plusieurs charges financières et administratives. Le comité de direction a adopté aussi des documents importants tels le rapport d'activité exercice 2022-2023 ; les comptes administratifs et de gestion exercice 2023 ; le plan stratégique de développement couvrant la période 2024-2028 ; le plan d'action budgétisé 2025 ; les documents comptables dont le règlement financier et le plan comptable nomenclature budgétaire ; le projet de décision portant réorganisation de l'agence comptable à l'UMNG ; le projet de décision fixant les règles de la comptabilité des matières ; la décision fixant les modalités de déclaration des documents délivrés par la direction de la scolarité et

des examens et la création du centre unique d'information, d'orientation d'appui à l'insertion professionnelle et l'employabilité des étudiants ; le projet d'ouverture de la filière de formation anesthésie, réanimation à la faculté des sciences de la santé.

Au plan budgétaire, le comité a examiné les ressources disponibles et les allocations futures nécessaires au bon fonctionnement de l'université. Le président du comité de direction a souligné l'apport sociétal des philosophes lors du colloque international et interdisciplinaire sur la citoyenneté qui avait pour thème « Quelles expériences éducatives pour promouvoir la citoyenneté ? ». Il a insisté sur la rigueur dans la gestion financière afin de garantir

une éducation de qualité en préservant les intérêts de la communauté universitaire, la modernisation des infrastructures, le recrutement du personnel qualifié et le soutien aux activités de la recherche. Du côté administratif, plusieurs points ont été discutés lors de ce comité de direction, particulièrement l'amélioration des conditions de travail du personnel, les mesures de sécurité dans les campus et les projets de leurs extensions pour accueillir un nombre d'étudiants toujours croissant.

Cette session a permis d'évaluer l'avancement des réformes visant à renforcer la gouvernance de l'UMNG dans un contexte où elle aspire à se positionner comme pôle d'excellence académique en

Afrique centrale.

Au terme des travaux, le comité de direction a pris deux délibérations et une recommandation. L'une de ces recommandations est relative à la mobilisation des fonds par le gouvernement pour l'opérationnalisation de la formation de la spécialité anesthésie, réanimation à la faculté des sciences de la santé et l'autre concerne la nomination aux différents postes de responsabilité vacants à l'UMNG. Quant à la recommandation, elle a porté sur la sanctuarisation des fonds pour la promotion des enseignants chercheurs candidats au comité technique spécialisé et au concours d'agrégation du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur.

Signalons que ce comité de direction de l'UMNG combinant les sessions budgétaires et administratives a fait un pas significatif vers une gestion plus agile et stratégique de l'institution. La prochaine étape consistera à concrétiser les décisions prises pour répondre aux ambitions de développement de l'université. Toutefois, les universitaires doivent être des forces de proposition ainsi que les juristes, économistes, gestionnaires, physiciens, chimistes biologistes, sociologues et autres spécialistes de la terre, de l'agriculture et forêts devraient investir dans les champs de l'activité nationale pour esquisser des pistes de sortie de crise en matière d'éthique et de morale.

*Fortuné Ibara*

## VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

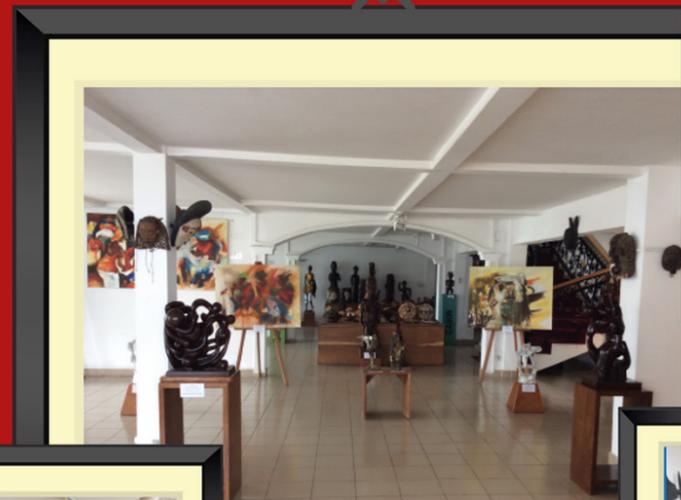
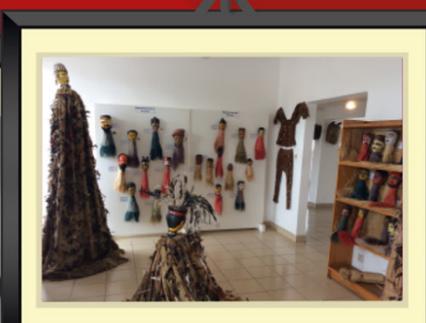
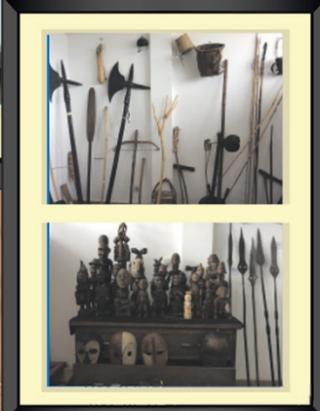
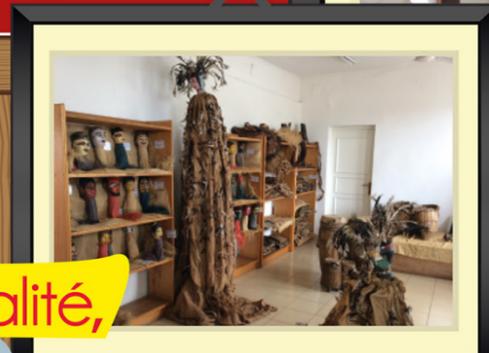
**SCULPTURES**

**PEINTURES**

**CÉRAMIQUES**

**MUSIQUE**



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila)  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## ALGÉRIE

# Emmanuel Macron reconnaît « l'assassinat » de Ben M'hidi par des militaires français

Le président français, Emmanuel Macron, a reconnu « l'assassinat » du dirigeant du Front de libération nationale (FLN) Larbi Ben M'hidi « par des militaires français », à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'insurrection du 1er novembre 1954 qui ouvrit la guerre d'Algérie.

Le président français « reconnaît ce jour que Larbi Ben M'hidi, héros national pour l'Algérie et l'un des six dirigeants du FLN qui lancèrent l'insurrection du 1er novembre 1954, a été assassiné par des militaires français placés sous le commandement du général Aussaresses », indique un communiqué de l'Elysée. Souvent présenté comme le « Jean Moulin algérien », le dirigeant du FLN a été assassiné en 1957 par le général Paul Aussaresses, qui l'a avoué au début des années 2000, démentant la version officielle qui avait maquillé son décès en tentative de suicide. Emmanuel Macron reconnaît l'exécution de l'un des six dirigeants du FLN qui lancèrent l'insurrection du 1er novembre 1954 à un moment où les tensions sont vives entre la France et l'Algérie, notamment après une importante visite d'Etat au Maroc.

« La reconnaissance de cet assassinat atteste que le travail de vérité historique, que le président de la République a initié avec le président Abdel-



madjid Tebboune, se poursuit », souligne le communiqué, précisant que le but d'Emmanuel Macron est « d'aboutir

à la constitution d'une mémoire apaisée et partagée ». « C'est aussi en pensant aux générations futures que le

chef de l'Etat se fait le devoir, encore et toujours, de chercher les voies de la réconciliation des mémoires entre les

deux pays », poursuit l'Elysée. « Comme le président de la République l'a déjà reconnu pour Maurice Audin et Ali Boumendjel, cette répression s'accompagna de la mise en place d'un système hors la société des Droits de l'Homme et du citoyen, rendu possible par le vote des pouvoirs spéciaux au Parlement », précise l'Elysée.

Né en 1923, homme de conviction, responsable de la Zone autonome d'Alger depuis 1956 pendant la bataille d'Alger, le courage et l'esprit brillant de Larbi Ben M'hidi ont forcé le respect même de ses adversaires. Dans le communiqué, la présidence française lui rend hommage, assurant que « les militaires français qui le connaissaient de réputation furent impressionnés par son charisme et son courage ». Lors de son arrestation le 23 février 1957, Ben M'hidi avait été exhibé devant la presse, les mains entravées par des menottes, mais souriant et serein, face aux parachutistes français.

Noël Ndong

## SAHEL

## Riyad accroît son aide humanitaire à 51 millions de dollars

L'Arabie saoudite a annoncé une augmentation de son aide humanitaire pour les pays du Sahel et du lac Tchad, portant son engagement à 51 millions de dollars.

La décision a été prise lors de la Conférence des donateurs qui s'est tenue à Jeddah pour soutenir les déplacés et les réfugiés dans la région, avec la participation des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Le conseiller à la Cour royale et superviseur général du Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salman (KSrelief), Abdullah bin Abdulaziz Al Rabeeah, a indiqué qu'un nouvel engagement financier de 30 millions de dollars serait alloué à la population de cette région. Avec cette contribution, le montant total de l'aide saoudienne pour le Sahel et le lac Tchad depuis le début de l'année atteint désormais 51 millions de dollars.

Cette aide s'inscrit dans les efforts du KSrelief pour répondre aux besoins urgents en matière de santé, d'alimentation, d'eau potable et d'abris dans ces régions dure-

ment touchées par les conflits, les catastrophes naturelles et les crises socio-économiques. En effet, cette initiative reflète la détermination du royaume à soutenir les communautés vulnérables confrontées à des crises humanitaires complexes, selon l'agence de presse saoudienne.

La conférence des donateurs visait à mobiliser des ressources pour financer des initiatives humanitaires et des projets de développement en faveur de la population touchée, y compris les déplacés et réfugiés au Nigeria, au Niger, au Tchad, au Cameroun, au Mali et au Burkina Faso. Un accent particulier a été mis sur les plans d'intervention humanitaire coordonnés par les Nations unies, conformément aux décisions prises lors de la 49<sup>e</sup> session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI.

N.Nd.

## NIGER/URANIUM

## Niamey conteste la suspension de la production par Orano

Le Niger dénonce une décision « grave » et « unilatérale ».

Le Niger a contesté la décision du groupe nucléaire français Orano de suspendre la production de l'uranium dans le pays. « Conformément aux statuts et aux accords de partenariat, toute décision relative à l'avenir de la Somair doit être prise conjointement par les deux actionnaires », indique dans une note la société des mines de l'Air (Somair), dont Orano est un des deux actionnaires avec l'Etat du Niger. La Somair déplore que la Société de patrimoine des mines du Niger « n'a pas été consultée par cette décision grave ». Ce qui, selon elle, soulève « de nombreuses questions et préoccupations ».

La note indique que la décision d'Orano est « sans objet », « manque de transparence » et « viole nombre de principes et pratiques essentiels à la gouvernance et aux engagements entre les parties prenantes ». Pour la direction de la Somair, « toutes les dispositions sont en train d'être prises » pour

permettre à cette société de poursuivre ses activités. Orano avait annoncé dans une note datant du 23 octobre l'arrêt de la production de l'uranium au Niger à partir du 31 octobre 2024. Selon le groupe français, la production de concentré d'uranium du site, installé dans la région d'Arlit, sera « à l'arrêt à compter du 31 octobre », faute de pouvoir exporter cette matière première. « Malgré tous les efforts déployés » auprès des autorités du pays « pour essayer de débloquer la situation » et obtenir des autorisations d'exportation, « toutes nos propositions sont restées sans réponse », a expliqué Orano. « Les frontières sont toujours fermées » avec le Bénin, poursuit le groupe français, « il est donc impossible d'exporter », soulignant que les propositions alternatives pour exporter par la voie aérienne via la Namibie étaient également « restées sans suite ». En juin, le Niger avait retiré à Orano le permis d'exploitation d'un des plus grands gisements au monde, celui d'Imouraren, dont les réserves sont estimées à 200 000 tonnes.

Noël Ndong

## ÉCONOMIE

## L'Égypte et le FMI discutent de la réforme économique du pays sur fond de crises régionales

Le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi a rencontré, dimanche, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, au Caire, où ils ont discuté du programme de réforme économique du pays dans le contexte des crises régionales actuelles.

Au cours de leur entretien, M. Sissi a fait part de l'aspiration de l'Égypte à poursuivre sa coopération avec le FMI pour mettre en œuvre le programme de réforme économique et ainsi améliorer la stabilité économique du pays et réduire l'inflation, a indiqué la présidence égyptienne dans un communiqué.

M. Sissi a souligné que les priorités de l'Égypte consistent à faire reculer l'inflation, attirer les investissements et donner au secteur privé le pouvoir d'accroître les taux d'emploi et de croissance, selon le communiqué.

Pour sa part, la cheffe du FMI a affirmé sa «pleine compréhension» des grands défis auxquels est confrontée l'Égypte à la lumière des développements régionaux et internationaux. Elle a noté qu'en partenariat avec le gouvernement égyptien, le Fonds s'efforçait de trouver les meilleures voies de réforme pour le pays nord-africain.

Mme Georgieva a salué les efforts de l'Égypte afin de mettre en place son programme de réforme tout en maintenant la protection sociale des citoyens les plus vulnérables. Elle a également applaudi les progrès des indicateurs macroéconomiques du pays, qui se reflètent dans les perspectives positives des agences internationales de notation concernant l'économie égyptienne.

## PALESTINE

## Le démantèlement de l'UNRWA privera les enfants d'éducation, selon le responsable de l'agence

Démanteler l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens sans proposer d'alternative viable ne conduira qu'à priver les enfants palestiniens de la possibilité de recevoir une éducation, a déclaré l'agence dimanche.

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a fourni une éducation à plus de 300 000 enfants de Gaza jusqu'en octobre 2023. Près de la moitié des enfants en âge d'être scolarisés ratent actuellement leur deuxième année d'école, a déclaré sur la plateforme de médias sociaux X Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA.

M. Lazzarini a indiqué qu'environ 50 000 enfants de Cisjordanie étudiaient encore dans les écoles de l'UNRWA, qui est la seule agence des Nations unies à fournir une éducation directe par le biais de ses écoles. «Nos écoles sont le seul système éducatif de la région à inclure un programme de droits de l'homme et à respecter les normes et les valeurs des Nations unies. Sans éducation, ces enfants sombreront dans le désespoir, la pauvreté et l'extrémisme», a-t-il affirmé.

M. Lazzarini a souligné qu'au lieu de se concentrer sur l'interdiction de l'UNRWA ou d'essayer de lui trouver des alternatives, il convenait de donner la priorité à la recherche d'un accord permettant de mettre fin au conflit régional.

## GUINÉE-BISSAU/LÉGISLATIVES

## «Toutes les conditions» pour la tenue du scrutin «ne sont pas encore réunies»

Le ministre bissau-guinéen de l'Administration territoriale et du Pouvoir local, Aristides Ocante Da Silva, a annoncé samedi qu'il serait «techniquement difficile» d'organiser les élections législatives le 24 novembre car «toutes les conditions ne sont pas encore réunies».

Il s'est adressé aux journalistes au sortir d'une rencontre avec le président bissau-guinéen, axée sur l'état des préparatifs des législatives. «Jusqu'à présent, la Commission nationale électorale (CNE) n'a pas encore publié la liste définitive des partis et coalitions politiques qui vont participer au scrutin, alors que c'est sur la base de cette liste que la CNE procède au tirage au sort qui lui permet d'avoir l'ordre des drapeaux des partis et coalitions politiques afin d'ordonner l'impression des bulletins de vote», a précisé M. Da Silva.

## COMMERCE

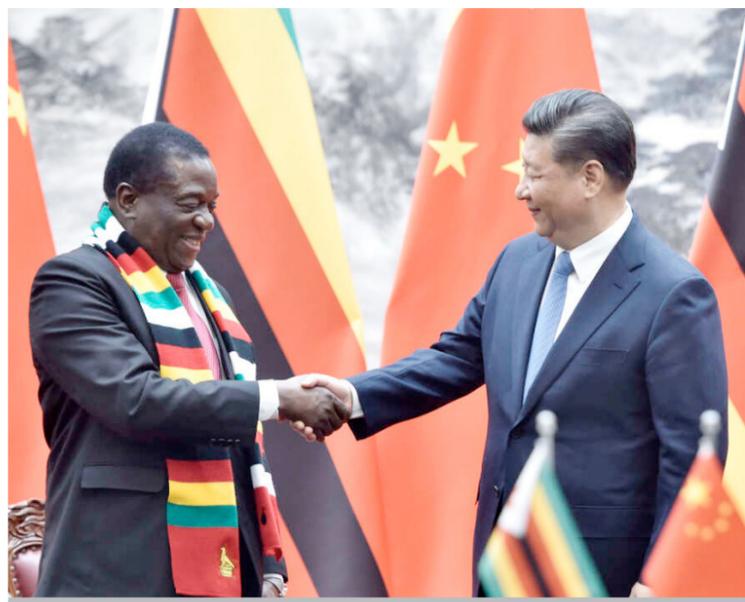
## Les échanges entre la Chine et le Zimbabwe en hausse de 25,6 % au cours des 9 premiers mois de 2024

Les échanges commerciaux entre le Zimbabwe et la Chine ont progressé de 25,6% pour totaliser 3 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année 2024, a fait savoir mercredi l'ambassade chinoise au Zimbabwe.

Le Zimbabwe a exporté pour 2,1 milliards de dollars de marchandises vers la Chine et importé pour 951 millions de dollars, dégagant un excédent commercial d'environ 1 milliard de dollars, a indiqué l'ambassade sur X.

Les exportations de tabac en direction de la Chine ont augmenté de 38,3 % pour atteindre 790 millions de dollars au cours de cette période, représentant 40,6 % du total des exportations vers la Chine. Les échanges entre la Chine et le Zimbabwe ont enregistré une croissance positive ces dernières années, portés principalement par les exportations de minerais et de tabac vers la Chine.

Les exportations agricoles du Zimbabwe vers la Chine devraient également afficher une nouvelle croissance, suite à la signature en septembre d'un protocole d'accord entre les deux pays



Les échanges entre la Chine et le Zimbabwe ont enregistré une croissance positive ces dernières années, portés principalement par les exportations de minerais et de tabac vers la Chine.

sur les exportations d'avocats vers la Chine, après un autre accord commercial signé en 2022 sur l'exportation d'agrumes doux, lequel

a permis l'expédition en 2023 de la première cargaison de ces fruits du Zimbabwe vers la Chine.

Xinhua

AVIS D'APPEL D'OFFRES  
N°. CONGO BU\_24\_RFGS\_295478

Objet : Recrutement d'une agence de communication

Date de l'appel d'offres : 06 novembre 2024

Date de clôture : 27 novembre 2024 à 17 heures

Catholic Relief Services (CRS) est une agence caritative, fondée en 1943 par la Conférence des évêques catholiques des États-Unis pour aider les personnes les plus pauvres et les plus défavorisées.

Dans le besoin de promouvoir son image de marque, de maximiser l'impact de ses programmes sur le développement et d'accroître sa visibilité auprès des publics prioritaires aux niveaux local, national et international, CRS, recrute pour son programme de la République du Congo une agence spécialisée dans la communication. Celle-ci par ses missions travaillera pour aider CRS à se positionner comme un partenaire de développement de confiance et efficace dans la mise en œuvre des programmes de qualité.

## Profil de l'agence :

CRS recherche une agence de communication avec les compétences suivantes :

- Expérience professionnelle dans le domaine de la communication institutionnelle
- Expertise dans le domaine
- Production de contenu
- Maîtrise des médias sociaux
- Connaissance du secteur pour plus d'impact dans la qualité des services
- Connaissance de la concurrence dans le domaine pour prodiguer de meilleurs conseils.

## Le dossier de soumission devra inclure :

## L'offre administrative

- L'attestation/certificat d'immatriculation/identification fiscale (NIU)
- Des attestations de régularité de la situation fiscale et sociale pour l'année 2023 ;
- Un extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une copie du relevé d'identité bancaire (RIB)
- Modèle d'engagement à respecter les Chartes d'Éthique et Graphique de CRS (voir modèle de formulaire 3.3 du DAO)

## L'offre Technique

- La liste de Références de marchés similaires, appuyées par des preuves (Bons de commande/contrats, bons de livraison, attestations de bonne exécution, etc. (Voir modèle formulaire 3.4 du DAO)
- Les États Financiers certifiés ou autres preuves d'aisance financière prouvant la capacité à financer le marché.
- Les CVs du personnel clé

## Offre Financière

L'offre financière doit être préparée en hors taxe selon les instructions de la section IV du DAO.

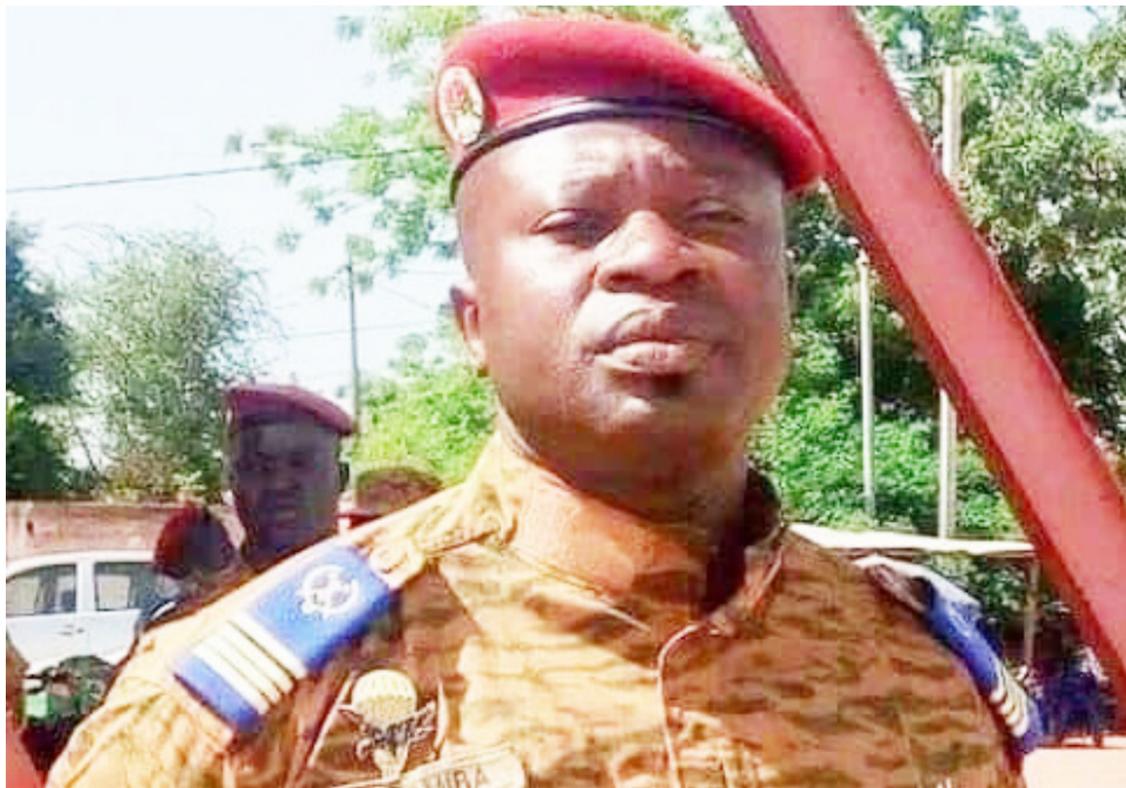
Les soumissionnaires intéressés peuvent demander le dossier d'appel d'offre à l'adresse [grace.mouzabakani@crs.org](mailto:grace.mouzabakani@crs.org), copie [bidcg@crs.org](mailto:bidcg@crs.org) ou appeler le 05 699 78 39.

## BURKINA FASO

# L'ancien président de la transition et plusieurs militaires radiés de l'armée

L'ancien président de la transition du Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, et quatorze autres officiers ont été radiés des effectifs de l'armée burkinabè pour «faute jugée particulièrement grave», a-t-on appris lundi de source officielle.

Selon des décrets signés le 30 octobre par le chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, et publiés lundi soir, ces militaires ont été radiés des cadres des Forces armées nationales pour «faute jugée particulièrement grave consistant en une atteinte grave à la dignité mi-



le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo

**Parmi les militaires radiés figurent le lieutenant-colonel Evrard Somda, ancien chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, et le colonel Yves Didier Bamouni, ancien patron du Commandement des opérations du théâtre national.**

litaire et au renom de l'armée, caractérisée par des actions d'intelligence avec une puissance étrangère et des terroristes, en vue de favoriser leurs entreprises contre le Burkina Faso».

Parmi les militaires radiés figurent le lieutenant-colonel Evrard Somda, ancien chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, et le colonel Yves Didier Bamouni, ancien patron du Commandement des opérations du théâtre national.

Paul-Henri Sandaogo Damiba aurait quitté le pays pour trouver refuge au Togo depuis qu'il a été renversé le 30 septembre 2022 par le capitaine Traoré.

## TERRORISME

## Le Tchad envisage de se retirer de la Force multinationale mixte

La Présidence de la République tchadienne a annoncé dimanche par un communiqué son intention de quitter la Force multinationale mixte (FMM) luttant contre le terrorisme.

Pour N'Djamena, cette décision survient compte tenu de la léthargie de la FMM et de l'absence de mutualisation des efforts constatée sur le terrain face à la secte Boko Haram. Ce communiqué intervient à la suite de l'attaque d'une base de l'armée tchadienne le 27 octobre dans la province du Lac, dont le bilan s'élève à une quarantaine de morts. Selon le communiqué, après l'attaque, le président tchadien Mahamat Idriss Deby Itno s'est installé dans un centre de commandement de proximité pour conduire personnellement la riposte. Il a assuré que son pays respectera ses engagements en matière de lutte contre le terrorisme. La FMM, formée en 2015, regroupe des militaires du Nigeria, du Niger, du Tchad, du Cameroun et du Bénin dans le but de lutter contre Boko Haram.

12<sup>e</sup> ÉDITION DU FORUM URBAIN MONDIAL

## Entretien entre les dirigeants égyptien et palestinien sur les développements en Palestine

Le président égyptien Abdel-Fattah Al-Sissi et le président palestinien Mahmoud Abbas ont discuté lundi des développements récents dans les territoires palestiniens.

Les deux hommes se sont rencontrés en marge de la 12<sup>e</sup> édition du Forum urbain mondial, organisée au Caire de ce lundi à vendredi, selon un communiqué publié par la Présidence égyptienne.

Au cours de cette rencontre, M. Al-Sissi a souligné le soutien de l'Égypte à la cause palestinienne, et son rejet de toute forme d'escalade israélienne contre le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

Il a confirmé que l'Égypte poursuivait ses efforts pour réaliser le calme, faire appliquer un cessez-le-feu, et assurer la livraison de l'aide humanitaire, tout en travaillant à protéger les droits légitimes du peuple palestinien à établir un Etat indépendant le long des frontières antérieures à 1967, en accord avec les résolutions ayant une légitimité internationale. M. Al-Sissi a également réaffirmé le soutien indéfectible de l'Égypte à l'autorité

palestinienne, soulignant ses efforts pour aider le peuple palestinien à parvenir à un accord et favoriser le consensus.

De son côté, M. Abbas a exprimé sa profonde gratitude envers l'Égypte pour son rôle historique et ses efforts sans relâche en soutien à la cause palestinienne, soulignant que le peuple palestinien est reconnaissant à l'Égypte pour son rôle de soutien et son assistance.

Le ministre égyptien des AE appelle à la retenue pour éviter une guerre régionale

Lors d'une conversation téléphonique avec son homologue iranien Abbas Araghchi, le ministre égyptien des Affaires étrangères (AE), Badr Abdelatty, a souligné la nécessité de faire preuve de retenue pour éviter une possible guerre régionale, rapporte le ministère égyptien des AE dans un communiqué publié lundi.

M. Abdelatty a discuté avec M. Araghchi de la situation régionale et des développements au Liban et dans la bande de Gaza, lors de leur discussion dimanche soir. Le chef de la diplomatie égyptienne a appelé toutes les parties à prendre des mesures pour éviter une escalade et parvenir au calme, condamnant les mesures de provocation et les actions unilatérales qui menacent la sécurité et la stabilité de la région.

De son côté, le ministre iranien des AE a détaillé les positions de Téhéran concernant les développements régionaux et les «crimes et actions aventureuses» d'Israël, et souligné que l'Iran se réservait le droit de répondre à toute agression contre sa sécurité et son intégrité territoriale, selon un communiqué publié par le ministère iranien des AE.

Xinhua

**INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER**

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés

## ARRÊT SUR IMAGE



Kabenan Kouassi Adjoumani, ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, en Côte d'Ivoire, a visité le 4 novembre le Musée kiebé kiebé Ngolodoua à Oyo, dans le département de la Cuvette.

# INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

## SÉNÉGAL

## Le ministre de l'Agriculture exhorte les chercheurs à une collaboration Sud-Sud pour réaliser la souveraineté alimentaire

Le ministre sénégalais de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage, Mabouba Diagne, a exhorté lundi à Dakar les chercheurs nationaux à «accélérer la collaboration Sud-Sud» tout en s'inspirant des modèles de réussite dans les autres parties du monde pour réaliser l'ambition du gouvernement sénégalais qui est d'arriver à la souveraineté alimentaire.

«Regardez les progrès réalisés par l'Egypte ces quinze dernières années en matière de production de blé, de maïs, de fruits et légumes. Allons aussi apprendre auprès de l'Afrique du Sud, qui produit de nombreuses variétés agricoles de qualité. Regardez la quantité et la qualité de la viande produite au Botswana et en Namibie. Nos chercheurs doivent accélérer cette collaboration Sud-Sud pour réaliser notre souveraineté alimentaire», a indiqué M. Diagne.

Il intervenait à l'ouverture du Forum des 50 ans de l'Institut sénégalais de recherche agricole, organi-



«Regardez les progrès réalisés par l'Egypte ces quinze dernières années en matière de production de blé, de maïs, de fruits et légumes. Allons aussi apprendre auprès de l'Afrique du Sud, qui produit de nombreuses variétés agricoles de qualité. Regardez la quantité et la qualité de la viande produite au Botswana et en Namibie. Nos chercheurs doivent accélérer cette collaboration Sud-Sud pour réaliser notre souveraineté alimentaire»

sé sur le thème «Enjeux de la Recherche agricole pour un développement économique et social durable». Le ministre a aussi invité les chercheurs de son pays à s'inspirer des modèles de la Chine, de la Turquie, de l'Inde et du Brésil qui, a-t-il souligné, «ont réalisé d'importants progrès dans la production agricole ces dernières années, grâce à leurs efforts en matière de recherche et de technologies».

Toutefois, la recherche requiert des moyens et «je serai votre allié» à ce sujet auprès du gouvernement ainsi que des partenaires techniques et financiers, a promis M. Diagne.

**Xinhua**



République du Congo



Banque Congolaise de l'Habitat



Groupe de la Banque Africaine de Développement

### AVIS GENERAL DE PASSATION DE MARCHES

REPUBLIQUE DU CONGO MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES UNITE DE GESTION DU PROJET (UGP-BCH)  
**PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT ET LA REFORME DU SECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT EN REPUBLIQUE DU CONGO**

N° d'identification du projet : P-CG-H00-003

Référence de l'Accord du financement : 5500155015101

La République du Congo a reçu du Fonds Africain de Développement (FAD) un Don du Fonds d'Assistance Technique pour les pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI) administré par le Groupe de la Banque Africaine de Développement en vue du financement du projet d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de la Banque Congolaise de l'habitat et la réforme du secteur de l'urbanisme et de l'habitat en République du Congo.

L'objectif global est de soutenir le projet d'appui à la modernisation de la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) en République du Congo à travers l'élaboration d'études de faisabilité technique, financière, économique, climatique, environnementale, sociale et genre sensible seront menées avant la mise en œuvre du Projet d'appui à la modernisation de la BCH. De manière spécifique, l'assistance technique (i) l'amélioration de la qualité à l'entrée des opérations de la Banque en soutien à la mise en place d'un projet d'appui à la stratégie de développement et à la modernisation de la Banque congolaise de l'Habitat et la mise en place une ligne de crédit de 50 milliards de FCFA au profit de la BCH pour le financement du logement et de l'urbanisation et ; (ii) (ii) la mise en place d'une politique de viabilisation des sites devant faire l'objet de construction de logements sociaux.

Le projet s'articule autour de trois (03) composantes suivantes :

**Composante 1 :** Appui au redressement et à la relance de la BCH : de genre (politique et système) en conformité avec les exigences nationales et celles des bailleurs de fonds.

-Appui technique à la définition d'un cadre de modernisation et schéma directeur du système d'information et de gestion de la BCH.

-Elaboration du plan stratégique de développement assorti d'un Plan opérationnel, d'un plan de développement organisationnel et d'un contrat de performance (CP).

**Composante 2 :** Appui complémentaire à la réforme du secteur de l'urbanisme et de l'habitat

-Réalisation d'un bilan diagnostic (état des lieux) dans le cadre de l'élaboration de la politique sectorielle de la construction, de l'habitat et du développement urbain.

**Composante 3 : Gestion et coordination du projet.**

-Suivi des différentes interventions dans le cadre de la mise en place de la stratégie de développement et de modernisation de la BCH

-Réalisation de l'évaluation à mi-parcours du projet

saires à la réalisation du projet et devant être financés sur les ressources du Don, seront acquis conformément aux dispositions énoncées dans le Cadre de passation des marchés et au plan de Passation de marchés du donataire préparés pour le projet, présenté dans l'Accord de financement, tel que modifié périodiquement.

De manière spécifique, les acquisitions seront effectuées suivant les modalités ci-après :

Description	Mode d'acquisitions
<b>Services de Consultants (Suivant le cadre de passation des marchés de la Banque)</b>	
Assistance à la BCH	LR/SBQC
Spécialiste SGES - BCH	CI
Evaluation mi et fin de parcours du projet	CI
Assistance au Gouvernement	CI
Audit état financiers (Cours des Comptes)	ED
Autres consultants	CI
<b>Divers / Fonctionnement (Manuel de procédures de la BCH)</b>	
Fonctionnement	Manuel de Procédures (MDP)

Les Avis à Manifestations d'Intérêt (AMI) devraient être disponibles en Novembre 2024.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et devraient confirmer leur Éintention, à l'adresse suivante :

**Banque Congolaise de l'Habitat**

Unité de Gestion du Projet

Sise : Siège de la Banque Congolaise de l'Habitat

Avenue Amilcar Cabral Brazzaville / Centre-ville - République du Congo

Email : stephane.ngakosso@bch.cg

Téléphone : (+242)066766808/ (+242) 055225023

Tous les biens, services autres que les services de consultants et les services de consultants néces-



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

ETATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE

# Justicia ASBL alerte sur le risque d'un fiasco

L'ONG dit craindre que ces assises se transforment uniquement en des discours théoriques et magistraux tenus par des politiciens en quête d'audience que des questionnements et pistes de solution posés par des techniciens en la matière.

L'organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, basée en République démocratique du Congo (RDC), Justicia ASBL, salue la volonté du gouvernement congolais, à travers les discours du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, et du ministre d'Etat chargé de la Justice et Garde des sceaux, Constant Mutamba, relevant la nécessité de trouver une thérapie à la justice congolaise qualifiée de «malade». Pour cette ONG, les Etats généraux de la justice n'ont vraiment pas été opportuns en ces moments surtout que la politique nationale de réforme de la justice 2017-2026 est toujours en exécution dans le pays. Mais elle a dit ardemment espérer que l'organisation, du 6 au 13 novembre 2024, de ces états généraux de la justice décidée par le gouvernement congolais, soit l'occasion où un timing assez long serait accordé aux travaux en groupes et sous-groupes pour disséquer les véritables maux qui rongent la justice congolaise. Risque

d'un fiasco Justicia ASBL, qui dit suivre de près le déroulement des travaux préparatoires de ces assises, s'est dite inquiète que le ministre de la Justice ait, dans son programme d'activités, privilégier beaucoup plus les discours des politiciens – dont nombreux n'ont jamais été des acteurs dans la chaîne de l'appareil judiciaire – en leur accordant beaucoup plus de temps de parole. «Près de quinze ministres du gouvernement congolais vont parler des sujets qui n'apporteront aucune thérapie pour sauver une justice dite malade», fait remarquer cette organisation. Et de relever le risque que ces états généraux de la justice se transforment uniquement en des discours théoriques et magistraux tenus par des politiciens en quête

d'audience, que des questionnements et pistes de solution posés par des techniciens en la matière. Cette ONG demande, à cet effet, au gouvernement congolais de se poser la vraie ques-

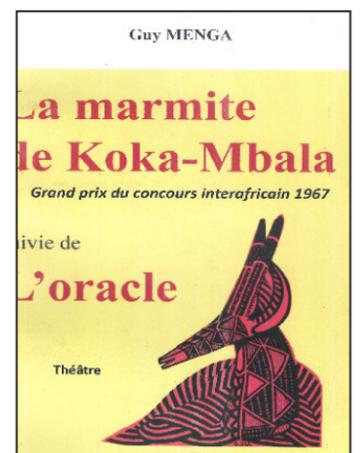
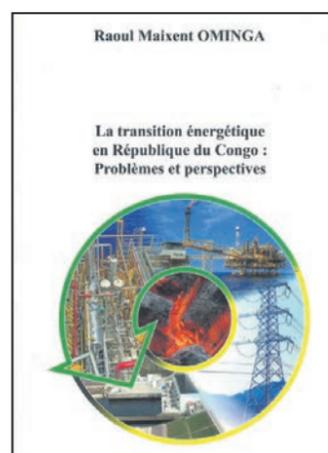
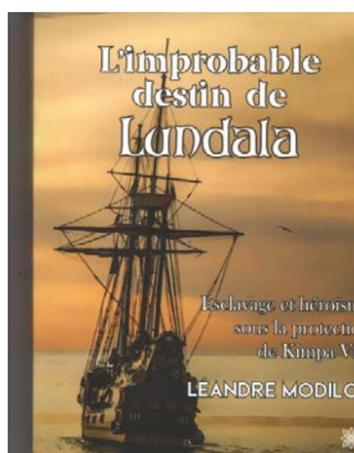
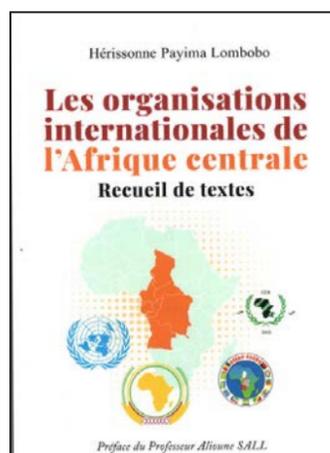
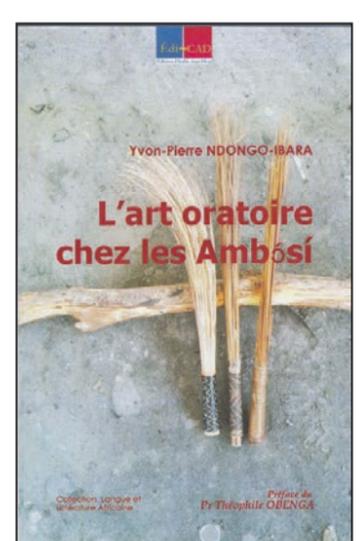
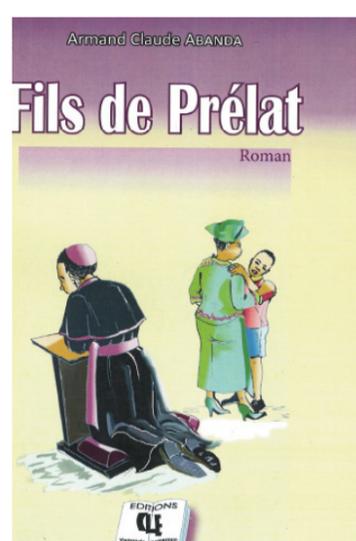
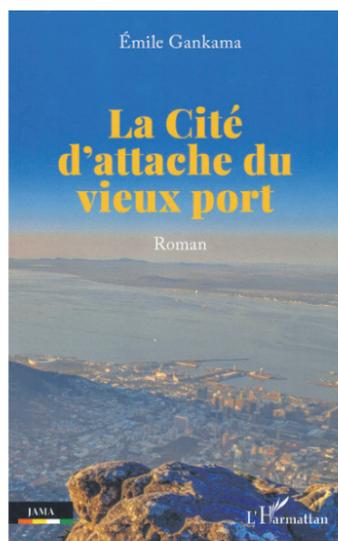
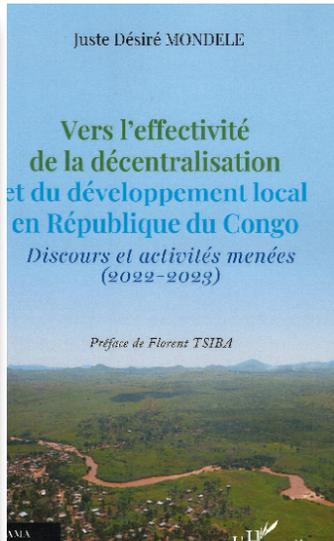
tion, celle d'établir sa propre responsabilité sur le fait que la justice congolaise soit «malade», en s'interrogeant sur les causes de l'exécution insignifiante des bonnes recommandations des états généraux de la justice de 2015 et de la Politique nationale de réforme de la Justice congolaise 2017-2026. Car, argue cette organisation, les maux dont souffrent l'appareil judiciaire sont connus de tout le monde et sont dus principalement aux salaires insuffisants du personnel judiciaire, à l'insuffisance des frais de fonctionnement de la justice, l'insuffisance des juges et magistrats pour certaines juridictions, au paiement des frais de justice illégaux et

exorbitants, à l'impunité dont bénéficient les magistrats qui transgressent la loi avec la complicité de leurs pairs et du politique, et surtout aux incessantes interférences des pouvoirs exécutif et législatif sur le Conseil supérieur de la magistrature (promotion, affectation, mise en liberté et impunité des infracteurs politiques, etc.), à la corruption, au clientélisme et au trafic d'influence, etc. «Tenir ces états généraux de la justice dans les conditions plus ou moins folkloriques équivaudrait à gaspiller inutilement le temps et les ressources financières», a déclaré le président de Justicia A, Maître Timothée Mbuya. Dans sa vision, cette ASBL recommande au ministre de la Justice, de réajuster le tir en accordant beaucoup plus de temps aux techniciens et praticiens du droit pour discuter longuement sur les thérapies appropriées à apporter à la justice congolaise qui peine à se mettre véritablement au service de la population.

Lucien Dianzenza



## EN VENTE





# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**

*(africaine, française et italienne)*

*Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)*

*Samedi (9h-13h)*





PROJET D'APPUI AUX PEUPLES AUTOCHTONES ET AUX COMMUNAUTES LOCALES POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES (DGM)

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET No002/DGM-CG/AEN-2024**

(SERVICE DE CONSULTANT)

Secteur d'activité : Environnement

Identification du Projet: P 169610

Numéro de l'accord de don : TF-B5533

**Intitule de la mission: Recrutement d'une ONG chargée d'appuyer le développement de l'apiculture dans les départements des Plateaux, de la Sangha et de la Likouala.**

1. La République du Congo a bénéficié d'une subvention du Mécanisme Spécial de Dons (Dedicated Grant Mechanism), DGM en sigle, qui est une initiative mondiale qui soutient la participation des Peuples Autochtones et des Communautés Locales (PACL) dans l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts et à promouvoir une gestion durable des forêts et des stocks de carbone forestier dans le cadre du processus REDD+. Les objectifs de développement du projet sont de promouvoir des moyens de subsistance durables pour les peuples autochtones et les communautés locales, et de renforcer leur capacité à s'engager dans la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre des processus (REDD+).

Le Projet DGM Congo est financé par le Programme d'Investissement pour la Forêt (FIP) et une partie de ces ressources financières sera utilisée pour le paiement du contrat Recrutement d'une ONG chargée d'appuyer le développement de l'apiculture dans les départements des Plateaux, de la Sangha et de la Likouala.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent : L'appui aux Populations Autochtones et Communautés Locales (PACL) dans la production, la transformation et la commercialisation du miel de qualité, dans la zone d'intervention du DGM-Congo en vue d'améliorer d'une part, les moyens de subsistance durable des PACL ciblées et de contribuer d'autre part à garantir une gestion durable des ressources naturelles.

3. La prestation s'étalera sur une durée maximale de 450 jours.

4. L'Agence d'Exécution Nationale (AEN) du projet DGM-Congo invite les consultants à indiquer leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de présélection sont les suivants : une reconnaissance légale en qualité d'ONG en République du Congo; avoir au moins cinq (5) ans d'existence; une expérience avérée dans la mise en œuvre et l'accompagnement des initiatives du secteur apicole au profit des PACL (un des domaines d'intervention de l'ONG); Une expérience avérée dans le domaine de formation et d'accompagnement des bénéficiaires dans la gestion des microprojets; Une bonne compréhension et/ou expérience de travail avec les populations autochtones et communautés locales; une expérience antérieure dans une activité similaire avec la Banque mondiale ou une institution internationale similaire sera préférée; une connaissance et un ancrage reconnu dans la zone du projet; d'excellentes compétences en rédaction de rapports et en communication et capacité à produire des rapports de haute qualité; une bonne connaissance du contexte politique, économique et social congolais; une capacité à travailler de manière autonome sous supervision limitée. Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape de la présélection. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres ONG pour améliorer leurs qualifications,

mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

**NB:** Chaque référence sera résumée sur une fiche de projet et ne sera prise en compte que si le candidat y joint les justificatifs comportant les coordonnées des maîtres d'Ouvrage permettant la vérification éventuelle des informations fournies : Attestation de bonne fin d'exécution.

5. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque Mondiale, Quatrième Edition Novembre 2020 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque Mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : conformément au paragraphe 3.17 du Règlement de Passation des Marchés.

6. Le consultant le plus qualifié sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur les qualifications du consultant décrite dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Proposition simplifiée.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence (TdR) à l'adresse ci-après pendant les heures de bureau de 08 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

Projet DGM-Congo  
Case J.055 V – OCH MOUNGALI III  
BP:481 Brazzaville - Congo  
Téléphone : +242 06 473 73 78 ; 06 598 82 82  
Courriel : cipiviecaritas7@gmail.com

Les dossiers de manifestations d'intérêt doivent être rédigés en français déposés en deux (02) copies et un (01) original au siège du projet DGM – Congo, à l'adresse ci-dessus en version physique et électronique et porter expressément la mention « manifestation d'intérêt relatif au Recrutement d'une ONG chargée d'appuyer le développement de l'apiculture dans les départements des Plateaux, de la Sangha et de la Likouala » au plus tard le 18 novembre 2024 à 14 heures 30 minutes.

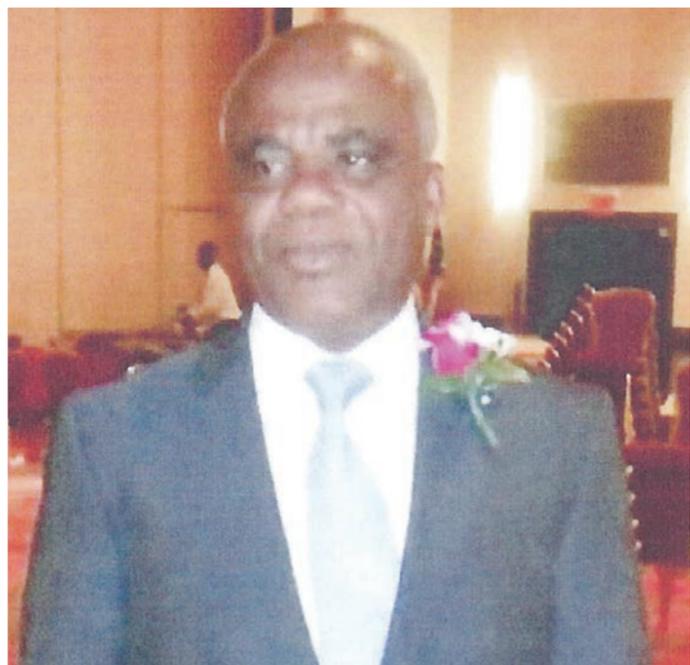
Fait à Brazzaville, le 05 novembre 2024

Le Coordonnateur de l'AEN du DGM – Congo



Roch Borgia OTOUNGOU- NDZA,

## NÉCROLOGIE



Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la présidence de la République du Congo le décès de André Ekandzi, conseiller technique du président de la République, survenu à Paris en France, le 24 octobre 2024.

La veillée mortuaire se tient au n°6, de la rue Père Dessieux, centre-ville.

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.



Les enfants Ossangatsama ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur sœur, Simplicité Mesmine Ossangatsama, survenu le 26 octobre au CHU-B.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis à Talangai, rue Oboli n° 153 (références : ruelle de Faaki, arrêt Cordonnier).

L'inhumation aura lieu ce mercredi 6 novembre 2024.

La famille Oyali a le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de Dejeni Nkoua Yira Ngapi alias Wed, survenu le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

La veillée mortuaire se tient au n°81 de la rue Bouenza à Talangai, quartier Manhattan. Réf : arrêt de bus Manguier sur la rue Ndolo.

La date et le programme des obsèques seront communiqués ultérieurement.



La famille Bakouma a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur frère et oncle paternel Mathias Bakouma, alias Alhy Biboy, survenu le 30 octobre 2024.

La veillée mortuaire est située à Madibou derrière le cimetière du président Fulbert Youlou.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement



**ABONNEZ VOUS  
GRATUITEMENT**

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

## CHAN 2024

# Les premières innovations

La Confédération africaine de football a apporté des innovations dans l'organisation de la huitième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) 2024 décalée du 1er au 28 février 2025.

Pour la première fois, la compétition sera organisée par trois pays, notamment le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Le calendrier et les dates des rencontres ont été dévoilés. Il ne reste plus qu'à connaître les équipes qualifiées pour effectuer le tirage au sort et les placer dans les différentes poules. Ce qui est certain, le tournoi regroupera dix-neuf sélections contre dix-huit lors de la dernière édition, soit une de plus. Les poules A, B et C auront chacune cinq équipes contre quatre pour le compte de la poule D. La règle de la qualification pour les matches à élimination directe sera appliquée de la même manière dans tous les groupes. Seules les deux meilleures sélections seront qualifiées pour les quarts de finale. Lors de la septième édition disputée en Algérie, les Diables rouges étaient logés dans un groupe déséquilibré de trois équipes avec une particularité : seul le premier était qualifié.



Le Congo n'y avait pas survécu, quittant la compétition pour la première fois depuis 2014 au premier tour. Trois ou quatre matches à jouer dans la phase de poules offrent plus de garantie que deux.

Les matches de groupes vont se jouer du 1er au 17 février. Les quarts de finale auront lieu les 20 et 21 février; les demi-finales se disputeront le 24 février et la finale le 28 février.

La phase éliminatoire a débuté dans certaines zones. Celle de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale entame sa campagne en décembre et connaîtra ses trois représentants le 29 décembre. Le Congo sera reçu entre le 20 et 22 décembre par la Guinée équatoriale avant le match retour prévu à Brazzaville le 29 décembre. Le vainqueur de cette double confrontation verra le Chan. Le Congo court après sa cinquième participation après 2014, 2018, 2020 et 2022.

James Golden Eloué

## SANTÉ

## 7 305 athlètes amateurs et professionnels participent à une course contre les cancers

La société Congo Terminal a mobilisé 7 305 athlètes amateurs et professionnels de diverses nationalités issues des associations, écoles, entreprises publiques et privées autour de « Run in Pointe-Noire », une course à pied qui s'inscrit parmi les événements sportifs majeurs visant à créer une dynamique dans la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus.

Organisé par la maison Everest media, la mairie de Pointe-Noire, le ministère des Sports et la Fédération congolaise d'athlétisme, « Run in Pointe-Noire » a pour objectif d'œuvrer pour le bien-être de ses employés du groupe AGL, y compris de la population congolaise. « L'engagement de Congo Terminal à nos côtés a permis d'offrir aux Congolais un moment de détente, de cohésion en matière de santé. J'ai été impressionné par l'enthousiasme des équipes d'Africa Global Logistics (AGL) et Congo Terminal pour le sport et la lutte contre

les cancers », s'est réjoui Sébastien Bottari, directeur général de l'agence Everest Media basée à Genève en Suisse. Il a souligné que la participation de plus de 400 collaborateurs inscrits volontairement constitue un record pour les entreprises partenaires. « Au sein de nos filiales, le sport a toujours été un bon levier pour la culture d'entreprise et notre engagement social. Tant pour le bien-être qu'il procure que par les barrières qu'il brise », a pour sa part indiqué Anthony Samsun, directeur général de Congo Terminal.

Pour cette première édition, la course a été organisée en trois formats, soit 3 km pour les adolescents, 5 km pour les femmes et 10 km mixte. Des parcours certifiés par World Athletics et l'African Institute for Mathematical sciences. Congo Terminal, filiale d'AGL, est l'opérateur exclusif des activités de manutention de navires porte-conteneurs et rouliers escalant au port de Pointe-Noire. L'entreprise est engagée dans un partenariat public-privé qui lui permet de répondre aux exigences de ses clients armateurs, importateurs ou exportateurs. Engagée dans un partenariat public-privé qui lui permet de répondre aux exigences de ses clients armateurs, importateurs ou exportateurs, elle mène des actions solidaires en faveur de la jeunesse, de la protection de l'environnement et de l'éducation.

Guy-Gervais Kitina

## CLOSE COMBAT

## La direction technique réunit les sportifs autour d'une marche

La direction technique de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da) a organisé, le 3 novembre, son avant dernière marche sportive fédérale bimensuelle de l'année.



Les participants à la marche/Adiac

Cette activité qui a réuni plus d'une centaine de participants issus de plusieurs sports de combats vise la cohésion et la mise en application de l'esprit du combat corps-à-corps à travers l'aguerrissement, le conditionnement, la combativité et la rusticité.

La direction technique de la Fécoclose-Da, sous la présidence du moniteur Roland Francis Mahoungou, veut booster les choses et redynamiser la pratique du sport au sein de la fédération, des disciplines associées et disciplines partenaires.

Environ deux cents personnes, notamment les pratiquants, officiels ou sympathisants représentant le close-combat, le tonfa, le kyusul, l'hapkido, le tir à l'arc, le karaté Kyokushin, le karaté Wadoryu et le taekwondo ont pris part à cette activité dominicale qui a eu pour point de rassemblement le centre de formation Gothia -Mfilou, centre d'instruction principal du Cercle sportif Funitant (close combat). « Ceux qui se sont engagés avec nous à construire l'édifice du close-combat congolais ainsi que celui de ses disciplines associées sont appelés à plus de sacrifices encore pour achever un jour notre noble œuvre », a expliqué un participant. L'activité de ce jour a été couronnée de succès, en dépit de la petite pluie de ce matin. Cependant, plusieurs obstacles, exercices et défis ont jalonné le parcours.

Rude Ngoma

**« L'engagement de Congo Terminal à nos côtés a permis d'offrir aux Congolais un moment de détente, de cohésion en matière de santé. J'ai été impressionné par l'enthousiasme des équipes d'Africa Global Logistics (AGL) et Congo Terminal pour le sport et la lutte contre les cancers »**

## COOPÉRATION

# La Côte d'Ivoire salue le partenariat avec le Congo

A la tête d'une forte délégation ivoirienne, le ministre d'État, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a échangé, le 4 novembre, à Oyo avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

« Je remercie le président de la République du Congo pour la spontanéité avec laquelle il nous a reçus ce soir. Nous avons été impressionnés par le travail abattu par ce dernier. Notre pays et le Congo entretiennent des rapports de partenariat et également de coopération, à partir desquels nous avons même signé des accords », a déclaré le ministre d'État, ministre de l'Agriculture et du Développement rural de la Côte d'Ivoire.

En outre, Kobenan Kouassi Adjoumani a rappelé la visite d'État du président Denis Sassou N'Guesso en Côte d'Ivoire, où il a visité certaines structures, tel que le Centre national de recherche agronomique. « Nous avons fait venir ces experts au Congo. Ils ont travaillé dans le sens de l'amélioration des acquis agricoles de ce pays. Avec les experts du Congo, ils ont échangé sur un certain nombre de sujets, surtout dans le domaine du cacao », a expliqué le ministre d'État.

Rappelons que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a promis d'engager, sur la période 2021-2026, un développement soutenu de l'agriculture, notamment la culture des terres, la pêche et différentes sortes d'élevage. Il estime que l'agriculture est le moyen le plus sûr pour lutter efficacement contre le chômage, la pauvreté, l'exode rural, l'insécurité alimentaire et le déficit du commerce extérieur. A travers la politique nationale de développement socio-économique, le chef de l'État mise sur le développement de l'agriculture afin de diversifier l'économie, de réduire les importations, etc.

Yvette Reine Nzaba



Denis Sassou N'Guesso et Kobenan Kouassi Adjoumani

## Cinq nouveaux accords agricoles signés

L'ouverture de la deuxième édition du forum économique Congo-Côte d'Ivoire a été marquée, le 5 novembre, à Brazzaville par la signature des accords notamment dans le domaine agricole. Les deux pays entendent renforcer leurs liens économiques, en élargissant aux secteurs tels que le tourisme, l'industrie, la recherche et la formation technique.

Le volume des échanges commerciaux entre le Congo et la Côte d'Ivoire s'est accru, passant de 12 milliards à 42 milliards F CFA, depuis le lancement de la première édition en 2023 du Forum économique, touristique et culturel Côte d'Ivoire-Congo. La rencontre économique vise à permettre aux deux parties, d'après l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Congo, Touré Koné Maman, de présenter leurs opportunités d'affaires, de rapprocher davantage les chefs d'entreprise ivoiriens et congolais, ainsi que la collaboration entre les entités publiques de promotion des investissements.

Le secteur agricole demeure le pilier de la coopération entre les deux pays. Les cinq accords ont, en effet, été signés par l'Agence nationale d'appui au développement rural de Côte d'Ivoire avec la Chambre de commerce de Brazzaville, l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo, la direction générale de la diversification éco-



La signature de contrat avec l'ONG EdenAdiac

nomique, l'Institut national de recherche agronomique du Congo et l'Organisation non gouvernementale Eden. Ces nouveaux engagements viennent s'ajouter aux 45 accords bilatéraux multisectoriels conclus précédemment par les parties.

Organisées sur le thème « Renforcement de la coopération économique, touristique et culturelle entre la Côte d'Ivoire et le Congo », ces assises ont mobilisé dans la capitale congolaise les

principaux acteurs du monde des affaires des deux pays. L'évènement coparrainé par le ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, Jean-Jacques Bouya, et le ministre d'État ivoirien chargé de l'Agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani, a rassemblé les investisseurs, la Chambre de commerce de Brazzaville et celle de Côte d'Ivoire, considérées comme les ponts d'affaires entre les deux pays, de même que les agences de promotion des

investissements, les instituts de recherche agronomique, les unions patronales... Pour consolider ce pont business, les deux chambres consulaires ont mis en place des outils d'accompagnement des entreprises. L'un de ces outils est le Centre de médiation et d'arbitrage institué dans chacun des États pour trancher les éventuels litiges commerciaux conformément au droit africain Ohada. Un autre progrès concerne la création des écoles pro-

fessionnelles, d'après Paul Obambi, le président de la chambre consulaire de Brazzaville, dans le but de former de futurs champions de l'entrepreneuriat. « J'invite donc les jeunes à entreprendre, à prendre des initiatives et à être des créateurs d'emplois », a lancé le président de la chambre de commerce de Brazzaville.

Ouvrant les travaux du deuxième forum, les ministres d'État Jean-Jacques Bouya et Kobenan Kouassi Adjoumani ont appelé à l'élargissement de la coopération bilatérale entre le Congo et la Côte d'Ivoire dans les domaines minier et pétrolier. Les deux pays devront s'atteler à améliorer le climat des affaires, en réduisant le délai de création d'entreprise, améliorant le cadre législatif... Ces problématiques feront l'objet de discussions en panels, des rencontres B to B, y compris des expositions qui vont permettre aux acteurs de montrer leur savoir-faire.

Fiacre Kombo